

## Candidature au poste de juge de la CPI – Modèle de Curriculum Vitae

<b>NOM DE FAMILLE :</b>	PERALTA DISTEFANO	
<b>PRÉNOM :</b>	Ariela	
<b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>	(Aucun)	
<b>SEXE :</b>	Femme	
<b>DATE DE NAISSANCE :</b>	Julliet 20, 1962	
<b>NATIONALITÉ :</b>	uruguayen	
<b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>	Amérique latine et des Caraïbes	
<b>SECONDE NATIONALITÉ : (LE CAS ÉCHÉANT)</b>	italien	
<b>ÉTAT CIVIL :</b>	marié	
<b>LISTE A/LISTE B :</b>	Liste B	
<b>LANGUES</b>	<b>Langue maternelle :</b> espagnol	
- ANGLAIS	(à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Confirmé
- FRANÇAIS	(à l'écrit) Débutant	(à l'oral) Débutant
- AUTRES	portugues : (à l'écrit) Débutant	(à l'oral) Débutant
	italienne : (à l'écrit) Débutant	(à l'oral) Débutant
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>
<b>QUALIFICATIONS ACADÉMIQUES :</b> <i>Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</i> - Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire		
<b>08/2004 - 06/2005</b>		
- <i>Institution:</i>	American University, Washington Collegue of Law, Washinton D.C., Etats-Unis	
- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>	Master en études légales internationales.Spécialisation: Protection internationale des droits de l'homme	
<b>03/1983 - 05/1990</b>		
- <i>Institution:</i>	Faculté de droit et des sciences sociales, Universidad de la República Orinetal del Uruguay, Montevideo, Uruguay	
- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>	Notaire assermentée	
<b>03/1980 - 05/1987</b>		
- <i>Institution:</i>	Faculté de droit et des sciences sociales, Universidad de la República Oriental del Uruguay, Montevideo, Uruguay	

- *Diplôme(s) obtenu(s):* Avocate

**03/1980 - 06/1985**

- *Institution:* Faculté de droit et des sciences sociales, Universidad de la República Oriental del Uruguay, Montevideo, Uruguay
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Avouée

**MM/AAAA - MM/AAAA**

- *Institution:*
- *Diplôme(s) obtenu(s):*

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :** : *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent) - Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire*  
- *Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant*

**06/2016 - 06/2017**

- *Employeur :* Institut nacional des droits de l'homme et de défense du peuple (INDDHH), Uruguay
- *Intitulé du poste :* Présidente
- *Autres informations :* Son atribuciones del Presidente de la INDDHH, entre otras: representar a la INDDHH, convocar a las sesiones ordinarias del Consejo Directivo y extraordinarias de la INDDHH, de conformidad con la ley de creación y el Reglamento de la INDDHH, hacer cumplir las decisiones de la INDDHH, ejercer cualquiera otras funciones que le sean conferidas por esta ley o por el Reglamento de la INDDHH.

**06/2012 - jusqu'a présent**

- *Employeur :* Institut nacional des droits de l'homme et de défense du peuple (INDDHH), Uruguay
- *Intitulé du poste :* Membre du Conseil directeur
- *Autres informations :* L'INDDHH est un organisme national autonome qui a pour mission de défendre, de promouvoir et de protéger l'ensemble des droits de l'homme reconnus par la Constitution et par le droit international. Il a été créé en application de la loi N° 18.446 de 2008, conformément aux Principes de Paris. Son premier Conseil directeur a pris ses fonctions le 22 juin 2012. Il est tenu, entre autres, de suggérer des mesures correctrices, de formuler des recommandations non contraignantes et de connaître des plaintes en violation des droits de l'homme. Dans l'exercice de ses fonctions, il peut, notamment, effectuer des visites d'inspection, avec ou sans avis préalable, dans tout site ou secteur d'activité des organismes et entités relevant de sa compétence, demander des rapports, examiner des dossiers et tous documents, engager des poursuites pénales, intenter tous recours, y compris l'habeas corpus ou le recours en protection; accéder, avec ou sans avis préalable, aux lieux de détention, hôpitaux, établissements militaires ou autres où seraient retenues ou internées des personnes privées de la liberté. Dans le cadre de sa vaste mission, l'INDDHH est compétent pour recommander l'harmonisation des dispositions légales et des pratiques institutionnelles avec les obligations et directives internationales en matière des droits de l'homme, rédiger des rapports sur la situation des droits de l'homme au niveau national,

départemental ou zonal, connaître et statuer sur les allégations de violation des droits de l'homme à la demande d'une partie ou d'office, émettre des avis sur des projets de loi, proposer la prise de mesures conservatoires d'urgence afin de faire cesser la violation présumée des droits de l'homme et/ou d'empêcher la réalisation ou l'augmentation du dommage, fournir des informations et diffuser largement les droits de l'homme et l'éducation en matière des droits de l'homme. Il remplit également la fonction de dispositif national de prévention de la torture, en application du Protocole facultatif de la Convention contre la torture et autres mauvais traitements et peines cruelles, inhumaines ou dégradantes.

#### **02/2006 - 06/2012**

- *Employeur :* Centre pour la justice et le droit international (CEJIL)
- *Intitulé du poste :* Directrice exécutive adjointe et Directrice de la Région des Andes, de l'Amérique du Nord et des Caraïbes, Washington D.C., Etats-Unis
- *Autres informations :* Le poste de Directrice exécutive adjointe comprenait la direction de tous les secteurs d'activité de cette organisation. En cas de violation ou de manquement par l'Etat aux droits de l'homme, la Directrice exécutive et la Directrice exécutive adjointe sont tenues de saisir la Commission et la Cour interaméricaine des droits de l'homme, afin d'assurer la réparation et d'adopter les modifications des politiques publiques et/ou légales pour empêcher que de telles violations puissent se reproduire.

#### **06/2005 - 02/2016**

- *Employeur :* Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE) et de l'Union interparlementaire, Uruguay
- *Intitulé du poste :* Consultante au niveau national concernant les politiques législatives en matière des droits de l'homme
- *Autres informations :* Encargada de conversatorios con los/las integrantes de los parlamentos sobre el mandato parlamentario en derechos humanos, cursos y capacitaciones, edición de materiales, estudios de armonización legislativa.

#### **02/2004 - 08/2004**

- *Employeur :* Association pour la prévention de la torture (APT)
- *Intitulé du poste :* Officier du Programme pour les Amériques, Genève, Suisse
- *Autres informations :* la promotion de la ratification et de la mise en oeuvre de l'OPCAT dans toutes les régions du monde, y compris en Amérique latine.

1994-2004

Employeur: Service de paix et justice (SERPAJ-URUGUAY), Montevideo, Uruguay

Intitulé du poste: Directrice du Programme de promotion et de défense des droits civils et politiques

Autres informations- Otra información: Litigio de casos a nivel nacional sobre violaciones de derechos humanos. Informes al Estado y órganos de contralor; monitoreo, visitas e informes a centros de detención, redacción y/o supervisión del Informe Anual de Derechos Humanos.

1998-2002

Employeur: Service de paix et justice pour l'Amérique latine (SERPAJ-AL), Uruguay

Intitulé du poste: Secrétaire exécutive

Autres informations: Planificación estratégica y supervisión para todas las oficinas de América Latina, trabajando con Adolfo Perez Esquivel. SERPAJ: L'Amérique latine jouit d'un statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

#### AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES PERTINENTES :

- Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire

##### 2016/jusqu'à présent

- *Activité :* Membre du Groupe d'experts pour la mise en œuvre du Plan stratégique de la Commission interaméricaine des droits de l'homme

##### 2015/jusqu'à présent

- *Activité :* Membre désigné, Conseil académique consultatif pro bono de l'Ecole internationale des politiques publiques en droits de l'homme de l'IPPDH-Mercosur

##### 2014/jusqu'à présent

- *Activité :* Directrice académique, Diplôme supérieur: "Droits de l'homme, démocratie et Etat de droit", Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO), Uruguay

##### 2014/jusqu'à présent

- *Activité :* Membre et enseignante, Prévention du génocide et des atrocités de masse, Réseau latino-américain, Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation (AIPR)

##### 2014/jusqu'à présent

- *Activité :* GQUAL-Conseillère en stratégie, campagne pour l'égalité des sexes dans la représentation internationale dans les tribunaux

##### 2013/jusqu'à présent

- *Activité :* Membre désigné, Centre de la mémoire, Fondation Nelson Mandela, GIZ Global Leadership Academy, et Centre de la mémoire Nelson Mandela

#### PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES

"Complicidad Económica y Derecho Uruguayo" (co-auteur), in *El Negocio del Terrorismo de Estado. Los Cómplices Económicos de la Dictadura Uruguaya*. Bohoslavsky, J. P. (Coordinateur). Editorial Sudamericana, Montevideo, Uruguay (2016).

"Contribuciones a una Política Anti-Tortura en Uruguay" (co-auteur), in *Próximos pasos hacia una política penitenciaria de derechos humanos en Uruguay. Ensayos de Seguimiento a las Recomendaciones de 2009 y 2012 de la Relatoría de Naciones Unidas contra la Tortura*. American University, Washington College of Law, Centre des droits de l'homme et du droit humanitaire, Initiative anti-torture. Washington D.C., Etats-Unis (2014).

"La Sentencia de la Corte Interamericana en el Caso Gelman vs. Uruguay" in *Derechos Humanos en el Uruguay. Informe 2011*; Montevideo, Uruguay SERPAJ (2011).

"El Caso Gelman y los Desafíos a la Ley de Caducidad" in *Luchas contra la Impunidad. Uruguay 1985-2011*. Ediciones Trilce, Montevideo, Uruguay (2011).

"Salvaguardas para Prevenir la Tortura y la Desaparición" in *Visitas a los Lugares de Detención: Promoviendo la colaboración*. College of Law, American University et Association pour la prévention de la torture, Washington D.C., Etats-Unis (2011).

Guía de Jurisprudencia sobre Tortura y Malos Tratos en el Sistema Interamericano de Derechos Humanos; (co-auteur). Centre pour la justice et le droit international et Association pour la prévention de la torture, Genève,

Suisse (2008).

Investigación Histórica sobre Detenidos Desaparecidos en el Uruguay, en cumplimiento con el Artículo 4 de la Ley N° 15.848, étude demandée par la Présidence de la République (co-auteur). Rico, A. (Coordonnateur). Montevideo, Uruguay (2007).

“Estándares de Derechos Humanos relativos a la Justicia (No Impunidad y Proporcionalidad)” in Desaparición forzada, política criminal y procesos restaurativos. Dilemas y desafíos de la verdad, la justicia y la reparación en el contexto colombiano, Fondation sociale et al., Bogota, Colombie (2006).

“Estudio sobre Armonización Legislativa conforme a los Tratados de Derechos Humanos ratificados por Uruguay u otras Normas Legales con Fuerza vinculante” (Révision et commentaires), Ed. du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme et du Programme des Nations Unies pour le développement, Montevideo, Uruguay (2006).

“El caso de Uruguay”, Séminaire international: mémoire, torture, réparation et prévention. Commissions de la vérité. Commission mexicaine des droits de l'homme, District fédéral; Association pour la prévention de la torture et autres mauvais traitements, Mexico D.F., Mexique (2003).

Derechos Humanos en el Uruguay. Informe 2003. (co-éditrice); Montevideo, Uruguay: SERPAJ 2003.

La protección de los Derechos Humanos de las Mujeres y de las Niñas en el Sistema Interamericano, in Gazeta 15, (collaboratrice), CEJIL ed. Washington D.C., Etats-Unis (2002).

“Reparación integral a las víctimas de graves violaciones a los Derechos Humanos” in Diálogo para la Vida en Democracia: Relaciones entre las Fuerzas Armadas y la Sociedad Civil en Paraguay, Publication à l'issue de la conférence, Institut interaméricain des droits de l'homme, San José de Costa Rica, Costa Rica (2002).

#### SÉMINAIRES ET CONFÉRENCES LES PLUS PERTINENTES

Renforcement des instruments des Nations Unies: quelle stratégie applicable à la révision 2020, Genève, Suisse, mai 2017

Conférence sur la lutte anti-impunité des crimes complexes. Expériences de la Cour pénale internationale et de l'Argentine Ministère des relations extérieures et du culte de la République argentine, Buenos Aires, Argentine, 20 avril 2017

Séminaire sur le système de justice créé par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Ministère de la justice et des droits de l'homme de la République argentine et Parlementaires pour l'action globale, Chambre des députés de l'Argentine, Buenos Aires, Argentine, décembre 2016

“La ratification et l'internalisation des traités internationaux des droits de l'homme dans la législation nationale: défis et opportunités de la région”, Séminaire régional à l'intention des membres des Commissions parlementaires des droits de l'homme. Bureau régional pour l'Amérique du Sud du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Ecole de gouvernement du parlement uruguayen, Chambre des députés, Pouvoir législatif, Colonia del Sacramento, Uruguay, 6-7 avril 2017

La pensée de Hannah Arendt, Bibliothèque nationale de l'Uruguay, 30 mars 2017

Journée de réflexion sur la coexistence des citoyens, Présidence de Chambre des députés de l'Uruguay et INDDHH, 7 mars 2017

“Vers l'égalité des sexes dans la représentation internationale”, XIIIe Conférence régionale sur la femme en Amérique latine et aux Caraïbes, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Montevideo, Uruguay, 27 octobre 2016

“Le système universel et le système interaméricain de protection des droits de l'homme”, Droits de l'homme.

Bureau du Procureur général de la nation. Centre de formation. Montevideo, Uruguay, 27 octobre 2016

“Les enjeux de la planification de la prévention afin d'harmoniser les efforts institutionnels” in Cours de formation sur les dispositifs internationaux et régionaux d'alerte précoce et politiques publiques pour la prévention des atrocités de masse. Organisé par l'Université Externado de Colombie et par l'Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation, avec la collaboration du Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide des Nations Unies, Bogota, Colombie, 14-17 septembre 2016

“Les règles de Mandela”. Les nouvelles règles internationales sur les droits de l'homme et les prisons, dénommées “Les règles de Mandela”. Chambre des sénateurs, Pouvoir législatif, Montevideo, Uruguay, 23 juin 2016

“Atrocités de masse et violations des droits de l'homme en Amérique latine dans les années 70 et 80”, Texas Christian University. Découverte de la citoyenneté mondiale, Fort Worth, Texas, Etats-Unis, mars 2016

“Dialogue sur les institutions publiques du domaine des droits de l'homme au sein du Mercosur”, table ronde organisée par l'Institut des politiques publiques en matière des droits de l'homme du Mercosur et par l'Ambassade du Brésil en Argentine, Buenos Aires, Argentine, 25 septembre 2016

Séminaire parlementaire: Appui à la Cour pénale internationale: Dire non à l'impunité des crimes internationaux, dire oui à la réparation des victimes - Chambre des sénateurs de la République Orientale de l'Uruguay et Parlementaires pour l'action globale, Montevideo, Uruguay, septembre 2016

“Possibilités des défenseurs du peuple pour promouvoir le respect des décisions des organes du Système interaméricain: l'expérience uruguayenne”. La mise en œuvre des décisions des organes du Système interaméricain et l'administration de justice: synergies, tensions et possibilités. Séminaire international, Centre pour la justice et le droit international, San José de Costa Rica, Costa Rica, 24-25 novembre 2014

“Droit à une vie à l'abri de la violence. Une loi intégrale, contribue-t-elle à la jouissance de ce droit? ”, Genre et autonomie: l'exercice des droits, Montevideo, Uruguay, décembre 2013

“Sauvegardes pour prévenir les disparitions et la torture”, dans le cadre des visites effectuées aux centres de détention pour la promotion de la collaboration. Réunion d'experts organisée pour discuter des conditions déplorables de privation de la liberté dans les établissements de détention dans le monde entier. Réunion organisée conjointement par l'American University, le Washington College of Law et l'Association pour la prévention de la torture, Washington D.C., Etats-Unis, mars 2011

“Le rapport de l'Union européenne aux dispositifs régionaux des droits de l'homme” in L'Union européenne. Les instruments des droits de l'homme et le Traité de Lisbonne: le jeu d'Etat et le chemin futur. 12e Forum des organisations non gouvernementales des droits de l'homme de l'Union européenne, Bruxelles, Belgique, juillet 2010

“Affaire Gelman contre l'Uruguay” in Premières journées des politiques publiques des droits de l'homme: mémoire, justice, réparation, organisées par l'Ecole de psychologie, Universidad de la República Oriental del Uruguay et coparrainée par l'Association des anciens prisonniers politiques de l'Uruguay (CRYSOL) et par l'Association ¿Dónde están? (Où sont-ils?)-France; Montevideo, Uruguay, juin 2010

“Etude de quatre affaires pour promouvoir la défense des femmes en Afrique”, Réunion organisée par INTERIGHTS, Dar es Salaam, Tanzanie, 2010

“Cadres légaux”, des processus de démobilisation en Colombie. Organisé par la Commission latino-américaine du parlement suédois, Stockholm, Suède, mai 2007

“Justice, vérité et réparation”, en matière de disparition forcée. Expériences comparées, Universidad del Rosario, Fondation sociale et al., Bogota, Colombie, septembre 2006

“Loi de justice et de paix”. Mission spéciale en Colombie pour examiner le projet de loi présenté par l'exécutif auprès du parlement. Conclusions de la Mission présentées à une commission spéciale du parlement suédois, Stockholm, Suède, juillet 2005

“Les droits des femmes: renforcement de leur promotion et de leur projection internationale”. Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH) et Centre pour la justice et le droit international (CEJIL), (Présentation du livre). Ministère de l'éducation et de la culture, Montevideo, Uruguay, mars 2005

“Les principaux débats du domaine des droits de l'homme”, Atelier de dialogue parlementaire: instruments et contributions pour le renforcement du travail parlementaire, Montevideo, Uruguay, février 2005

“Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants: Un manuel pour la prévention”. Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH). Association pour la prévention de la torture (APT). Sous les auspices d'Amnistie internationale (AI), New York, Etats-Unis, octobre 2004

“Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants: Un manuel pour la prévention”. Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH). Association pour la prévention de la torture (APT). Coparrainé par le Washington College of Law, l'Académie des droits de l'homme et du droit humanitaire, American University, Etats-Unis, octobre 2004

“Guide de suivi des centres de détention pour la protection contre la torture”, 11e Assemblée générale du réseau des institutions nationales des Amériques. Sous les auspices de l'Association pour la prévention de la torture, (APT) et du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Buenos Aires, Argentine, juin 2004

“Séminaire: impunité et la Cour pénale internationale, Mise en œuvre du Statut de Roma en Uruguay”, Amnistie internationale (AI) -Section Uruguay, Montevideo, Uruguay, octobre 2003.

“Conséquences de l'impunité en Uruguay”, Forum social uruguayen, Montevideo, Uruguay, novembre 2002

“Réparation intégrale des victimes de graves violations des droits de l'homme”, dialogue entre les forces armées et la société civile au Paraguay, Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH), San José, Costa Rica, 2002

“Le cas de l'Uruguay”, Séminaire international: mémoire, torture, réparation et prévention. Commissions de la vérité. Commission mexicaine des droits de l'homme, District fédéral, Association pour la prévention de la torture et autres mauvais traitements, Mexico D.F., Mexique, 2002

#### APPARTENANCE À DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Conseil académique consultatif pro bono de l'Ecole internationale des politiques publiques en droits de l'homme de l'IPPDH-Mercosur, 2015-jusqu'à présent

Réseau latino-américain pour la prévention du génocide et des atrocités de masse

Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation 2014- jusqu'à présent

Fondation Nelson Mandela 2013-jusqu'à présent

Bourse Hubert H. Humphrey, Commission Fulbright 2004-jusqu'à présent

Service de paix et de justice - Amérique latine 1997-jusqu'à présent

Association des notaires de l'Uruguay 1990-jusqu'à présent

#### DISTINCTIONS REÇUES

Bourse totale, Hubert H. Humphrey-Fulbright, accordée par l'Institut de l'éducation internationale (IIE) et par le Réseau des universités des Etats-Unis, avec le soutien du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, de

**l'American University, Washington College of Law (WCL), Washington D.C., Etats-Unis, 2004-2005**

**Attestation de reconnaissance de la réussite des études universitaires et du parcours professionnel à la Faculté de droit et des sciences sociales, Washington College of Law, American University, Programme Hubert H. Humphrey, Washington D.C., Etats-Unis, 2004-2005**

**Bourse totale, Centre pour la justice et le droit international (CEJIL), obtention du prix accordé à un travail de recherche sur les droits des femmes. Bourse coparrainée par le CEJIL et l'IIDH, Washington D.C., Etats-Unis, 2002**

#### **INTÉRÊTS PERSONNELS**

**Lectura no-ficción historia y política, cine, natación y compartir tiempos con amigos.**

#### **DIVERS**

**Affaires remarquables dont le CEJIL a été saisi:**

**\* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Rodríguez Vera et al. (Disparus du Palais de Justice) contre la Colombie. Objections préliminaires, motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 14 novembre 2014. Série C N° 287.**

**\* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Uzcátegui et al. contre le Venezuela. Motifs et réparations. Jugement rendu le 3 septembre 2012. Série C N° 249.**

**\* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire González Medina et sa famille contre la République dominicaine. Objections préliminaires, motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 27 février 2012. Série C N° 240.**

**\* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire famille Barrios contre le Venezuela. Motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 24 novembre 2011. Série C N° 237.**

**\* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Gelman contre l'Uruguay. Motifs et réparations. Jugement rendu le 24 février 2011 Série C N° 221.**

**\* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Gomes Lund et al. ("Guerrilha do Araguaia") contre le Brésil. Objections préliminaires, motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 24 novembre 2010. Série C N° 219.**

**\* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Anzualdo-Castro contre le Pérou. Objections préliminaires, motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 22 septembre 2009. Série C N° 202.**

**\* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire Massacre Rochela contre la Colombie. Motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 11 mai 2007. Série C N° 163.**

**\* Cour interaméricaine des droits de l'homme, Affaire La Cantuta contre le Pérou. Motifs, réparations et frais de justice. Jugement rendu le 29 novembre 2006. Série C N° 162.**

**Entre ellos uno de especial destaque: caso Gelman vs Uruguay que obligó al estado uruguayo al acto de reconocimiento público a las víctimas Juan y Macarena Gelman, así como a revisar la Ley de Caducidad de la Pretensión Punitiva del Estado.**

**Como Directora Adjunta tuvo la representación legal de múltiples audiencias de casos y temáticas ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. .**

